



Spore

Médias et agriculture Changements à la une	1
Zones humides Les trésors de l'eau qui dort	3
Énergies renouvelables L'énergie c'est vous	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Jeunesse et agriculture Un témoignage d'agriculteur	16

Site Web : www.cta.nl



Illustration M. Tanguy © Louma

Médias et agriculture

Changements à la une



Dans ce numéro

Vous, on vous a sûrement déjà dit que vous étiez unique ! C'est sûrement vrai, mais en tant que lecteur ou lectrice de Spore, vous êtes vraiment beaucoup à être uniques ! Notre enquête le montre : plus d'un million de personnes lisent chaque numéro. Vous et tous ceux et celles à qui vous prêtez votre exemplaire, qui passe ainsi de mains en mains, les pages un peu écornées par tant de lecture, à moins qu'il n'ait été photocopié ou qu'il soit lu sur un écran d'ordinateur. Que ce soit la première fois que vous lisez Spore, que vous fassiez partie du club des fidèles de la première heure ou que vous nous ayez rejoints en chemin, nous sommes heureux de fêter ce numéro 100 avec vous. Vous y trouverez, comme d'habitude, des articles sur l'actualité et les échéances de la planète, beaucoup d'informations pratiques, des échos de la recherche, des publications, des nouvelles d'autres lecteurs et leur point de vue. Et pour fêter tout ce que vous réalisez avec Spore, un petit cadeau, une affiche qui vous rend hommage à tous, lecteurs assidus de Spore. Hip, hip, hip, hourra !

.....

L'agriculture est de retour à l'ordre du jour mondial après une triste absence (en était-elle responsable ou l'y avait-on réduite) ? Cette fois-ci, elle est là pour rester.

Les rues autour de la poste centrale de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo, grouillent de monde en permanence et on vous y vend beaucoup de journaux – y compris les derniers numéros de *Spore*. Faites un tour dans ce tumulte de couleurs et de bruits et vous remarquerez la couverture familière de *Spore*, dans les kiosques et sous les bras des enfants des rues, marchands ambulants tenaces.

Selon notre correspondant, le prix d'un numéro de *Spore* peut grimper jusqu'à 2 dollars dans le centre, mais il a un bon tuyau : dans le quartier étudiant, vous l'aurez pour pas plus d'un dollar ou son équivalent. Avant d'être abonné, début 2002, il y achetait l'exemplaire destiné au centre d'information de l'ONG où il travaillait, et ce numéro était consulté par plus de 200 lecteurs (dix fois plus que la moyenne).

Voilà qui montre que les forces du marché sont à l'œuvre et qui fait réfléchir sur l'offre et la demande en termes de médias. La demande de *Spore* a régulièrement progressé depuis son lancement, il y a 100 numéros de cela (50 pour sa sœur portugaise *Esporo*). Officiellement, le magazine n'est envoyé qu'à ses seuls abonnés – gratuitement ou non – et il n'est vendu ni dans les kiosques ni dans les boutiques. Mais cette règle ne vaut que pour l'éditeur et ses commanditaires ; la réalité du marché montre que d'autres personnes sont prêtes à payer pour l'obtenir. Si cela se confirme, nous laisserons à d'autres le soin de prendre des décisions appropriées.

Si cet incroyable public de *Spore*, qui compte à peu près un million de lecteurs, est vraiment représentatif de la demande d'information agricole dans un langage courant, alors pourquoi l'agriculture ne fait-elle pas quoti-

diennement les titres de la une des médias locaux, nationaux et internationaux?

La réponse est simple : nous avons affaire à deux mondes distincts. L'un est le monde local, rural, avec son rythme et ses priorités, où l'on trouve beaucoup d'initiatives de communication sous-estimées, comme celles qui sont décrites dans le livre *Les révolutions de l'information* (voir fin de l'article). L'autre est un monde dont les goûts sont dictés par les préférences urbaines, où les pensées des responsables politiques et médiatiques se limitent clairement aux horizons de la cité. Même si la chanson dit que nous appartenons à un seul monde, nous vivons dans des mondes différents. La force et la qualité des liens entre ces deux mondes dépendent de leur compréhension mutuelle. Mais cela suppose aussi une information bien gérée et surtout bien ciblée. Bref, les médias ont un rôle essentiel à jouer.

L'agriculture en vedette

Plus le monde s'urbanise, plus chaque rural devient important. L'Institut Gibson pour la terre, l'alimentation et l'environnement, un groupe d'experts international basé en Irlande du Nord, explique ce paradoxe ainsi : " À l'horizon 2005, pour la première fois dans l'histoire de la planète, la population mondiale



Photo FAO

Vous avez entendu les nouvelles aujourd'hui ? Ou vous les avez lues ? A la campagne, ce sont toujours la radio et le bouche à oreille qui touchent le mieux les gens.

sera en majorité urbaine. (Déjà, 40% de la population des pays ACP est urbaine.) Les questions rurales deviendront beaucoup plus importantes. Ce moment marquera un tournant décisif dans les relations complexes entre ruraux et citadins et il faudra porter un regard neuf et radical sur les interactions de ces deux mondes ".

Dans toute économie, et en particulier dans les pays ACP, le secteur agricole, dans sa complexité intégralité, doit se battre pour préserver sa place parmi de nombreux compétiteurs. Une bien petite place, semble-t-il. Ces dernières années, peu de rencontres d'agriculteurs ou de décideurs politiques se sont déroulées sans évoquer " la nécessité de remettre l'agriculture à l'ordre du jour international ". Qui que vous soyez : le dirigeant d'une organisation paysanne qui se bat pour attirer l'atten-

tion sur les conséquences de la chute du prix des matières premières ; un négociant dont les marchés ont été balayés par les effets des subventions de l'Europe et des États-Unis à leurs exportations agricoles ; un directeur de recherche fulminant contre les priorités des partenaires financiers aux questions non agricoles ; un agriculteur avec un sac plein de produits périssables qui n'a pas eu le bus pour le marché, parce que celui-ci était réquisitionné pour les funérailles de victimes du sida ; ou un ministre de l'agriculture sortant accablé d'un Conseil des ministres où les budgets de la santé, de l'éducation et de la défense ont été accrus au détriment du sien. Nous nous battons tous pour que l'agriculture soit de retour sur l'agenda mondial et dans les titres des médias.

Car nous sommes convaincus que l'agriculture a quelque chose de fondamental. Comment une personne, une culture, une civilisation peut-elle grandir, nourrir son corps et son esprit, sans alimentation? Comment l'agriculture peut-elle revenir sur le devant de la scène et y rester?

Les signes de retour au premier plan de l'agenda sont perceptibles. En mai 2002, le Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a clairement placé l'agriculture, la santé, l'eau et l'environnement en tête de l'ordre du jour du Sommet mondial sur le développement soutenable organisé en août par les Nations unies à Johannesburg. Y sont prévus des ateliers sur " l'agriculture et les médias " où des praticiens développeront des plans d'action pour que les médias couvrent correctement les questions agricoles et rurales de façon à mobiliser les décideurs politiques, les acteurs et les partenaires extérieurs.

A comme Agriculture

Pour que les médias – des quotidiens aux magazines sur Internet, en passant par les télévisions nationales et internationales – couvrent les sujets agricoles, nous devons faire en sorte que ce secteur soit visible, compris, crédible et capable de produire de l'information. Pour commencer, tant que les agences d'information, les sites Internet et autres pourvoyeurs d'informations considéreront le secteur de l'agriculture comme un sous-ensemble de l'environnement, des sciences et technologies ou de l'économie, nous ne serons jamais mentionnés. Rédacteurs, notez bien : **A, comme Agriculture**. Ensuite, les professionnels des médias doivent expliquer pourquoi ce secteur est essentiel pour la sécurité alimentaire, la gestion de l'environnement, l'emploi et la production de revenus. Enfin, ces professionnels doivent rechercher l'excellence journalistique : dénicher de bons sujets à traiter plutôt que reproduire des nouvelles d'agences, vérifier doublement les informations, et – même si c'est un sacrilège pour certains – refuser toute rémunération pour la rédaction d'un article et ne pas demander d'incitations sous forme de "fraîs de carburant" ou de "per-diem" avant même de discuter du thème à couvrir.

L'essentiel est de veiller à la haute qualité du message. Beaucoup d'efforts ont été faits ces dernières années pour aider les acteurs du secteur agricole à améliorer la forme de leurs messages. Cela allait de l'apprentissage des techniques d'expression orale en public à la préparation de communiqués de presse pour les journalistes, en passant par la conception de pages Internet. Les écoles de journalisme, désormais bien implantées à Kingston, Suva, Dakar, Nairobi, Maputo, Johannesburg et bien d'autres villes, ont également joué leur rôle, même si elles n'ont pas toujours accordé une attention suffisante à l'agriculture. Mais pour que l'information ait un impact, il ne suffit pas d'enjoliver des messages médiocres, même s'il est vrai qu'un bon orateur (peu d'entre nous le sont) peut plus facilement 'faire passer' un mauvais message qu'un mauvais orateur ne peut en faire passer un bon. Il faut surtout un effort assidu pour construire des sujets de qualité : un bon communicateur saura toujours dépister les faux-semblants et les ronronnements institutionnels et choisir les nouvelles les plus fiables et valant la peine d'être publiées.

Une façon convaincante de marquer l'importance du secteur agricole consiste à montrer à la fois son dynamisme et ses diverses facettes. La nouvelle affiche *Spore*, qui fête les 100 numéros du magazine, donne 100 exemples illustrant la vie des lecteurs et la place que *Spore* y occupe. Nous espérons qu'en célébrant la riche diversité de nos lecteurs et de leurs activités, nous aidons à mettre en valeur la vitalité de ce secteur et encourageons nos collègues des médias à en faire autant. Tout comme nous l'avons fait dans cent numéros et comme nous entendons bien le faire dans ... beaucoup d'autres encore. Avec quelques gros titres au passage.

Ce numéro de *Spore* est accompagné d'une affiche présentant 100 lecteurs de *Spore* ainsi que les principaux résultats de l'enquête 2001-2002 sur les usages de *Spore*.



Le monde des lecteurs de Spore (affiche) – le magazine qui participe à l'agriculture et au développement rural des pays ACP
CTA, Wageningen, 2002. 54 x 80 cm.
ISBN 92 9081 2648
N° CTA 1084 • 0 unités de crédit.



Les révolutions de l'information : comment la gestion de l'information et de la communication modifie l'existence des populations rurales. Par P Mundy & J Sultan. CTA, 2001
241 pp. ISBN 92 9081 2397N° CTA 1038.
40 unités de crédit

Disponible sur le site Web du CTA :
www.agricta.org/pubs/inforev/indexfr.htm

Voir les annonces des pages 14 et 15 (rubrique *Entre Nous*) à propos de l'utilisation de *Spore* par les médias et sa diffusion par satellite.

Pour que l'agriculture occupe une place de choix dans les grands médias, il faut :

- expliquer l'importance fondamentale de l'agriculture
- communiquer le dynamisme des agriculteurs et de l'agriculture
- développer des stratégies médiatiques axées sur l'explication des problèmes et non sur l'éloge des institutions
- toujours se tenir à des sujets fiables
- un plus haut niveau de professionnalisme

Zones humides

Les trésors de l'eau qui dort

Les zones humides, hautement productives, abritent toutes sortes d'espèces végétales et animales et constituent une réserve mondiale d'eau, d'oxygène et de gaz carbonique. Entre profit et protection, où se trouve le juste équilibre ?



Photo M. Edwards / Still Pictures

Chaque pays a ses zones humides. L'Okavango au Botswana et les marécages du Sudds au Soudan sont des exemples bien connus tout comme les zones riveraines du delta du Niger. Les îles des Caraïbes et du Pacifique ont aussi leurs zones humides, par exemple Vella Lavella dans les Îles Salomon, le réseau de la rivière Sepik en Papouasie-Nouvelle-Guinée et pas moins de 11 zones humides distinctes dans les îles de Trinité-et-Tobago. Au moins 570 millions d'hectares sont considérés comme zones humides dans le monde, soit environ un vingtième de la surface des terres du globe.

Qu'est-ce qu'une zone humide ? Estuaires, lagons, marais, marigots, marécages, tourbières et plaines inondées des bassins fluviaux relèvent tous de la définition : ce sont des endroits où l'eau domine l'environnement et détermine la flore et la faune. Le niveau de l'eau peut y être légèrement inférieur, égal ou légèrement supérieur à celui de la terre et cette eau peut être stagnante, courante, soumise aux marées, saumâtre, douce ou salée.

Au cours du XX^e siècle, la moitié des zones humides du monde a disparu et le rythme ne faiblit pas. La plupart ont été victimes des drainages, de la culture irriguée, de la pollution et de la surexploitation des ressources – poissons, bois et eau.

Dans les années 70, le monde a commencé à ressentir le besoin d'agir. Le 2 février 1971 – devenu depuis la Journée mondiale des zones humides –, un traité intergouvernemental sur la protection des zones humides a été signé à Ramsar, Iran, et on le connaît depuis sous le nom de Convention de Ramsar. Aujourd'hui, cette convention compte 132 signataires et concerne 1 178 sites de zones humides, représentant un total de 102 millions d'hectares. C'est le premier traité mondial de ce type sur

la protection et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles mondiales. Au début, il était surtout axé sur la protection, principalement la sauvegarde de l'habitat des oiseaux aquatiques. Ces dernières années, *l'utilisation rationnelle* a gagné en importance, y compris dans ses aspects culturels. La prochaine Conférence des signataires de Ramsar aura lieu en Espagne, en novembre 2002, sur le thème "Zones humides : eau, vie et culture".

Généreuses de nature

Dans la plupart des pays ACP, les zones humides, très productives, sont cultivées en saison, sans besoin de jachère ni d'engrais. Après la saison des pluies, on peut y pratiquer des cultures de décrue comme le sorgho. Pendant la saison sèche, les éleveurs les utilisent comme pâturages et pendant les inondations, la fertilité des sols se reconstitue et les zones sont de nouveau exploitées par les pêcheurs. Lorsque les eaux se retirent, les poissons se réfugient dans les ruisseaux et les rivières et le cycle recommence avec de nouvelles cultures.

Mais les zones humides sont un trésor pour d'autres raisons. C'est là que viennent frayer la plupart des espèces de poissons commerciaux pêchés en mer. Elles sont aussi le berceau du riz, le nid et le refuge de millions d'oiseaux migrateurs, l'habitat des crevettes, la pépinière des plantes médicinales, des mangroves et des matériaux de construction comme le bois et les roseaux.

Dans les zones humides de Diawling en Mauritanie, *Sporobolus robustus*, une plante pérenne, est utilisée pour fabriquer des nattes et du matériel de pêche, *Acacia nilotica* fournit les tanins pour les tanneries traditionnelles et le riz sauvage, *Oryza barthii*, fournit de la nourriture. Ces espèces étaient en voie d'extinction après la construction du barrage de Diama en amont sur le fleuve Sénégal, en 1986. Elles sont réapparues depuis la mise en place, au milieu des années 90, de vannes et de digues qui ont permis de reconstituer les niveaux d'eau douce.

La gestion des zones humides est une entreprise complexe, car il ne suffit pas de maintenir l'humidité. Les marécages de Nariva, à la Trinité, sont zone interdite, mais dans les années 80, les cultivateurs ont drainé et occu-

pé des centaines d'hectares pour y cultiver le riz, au grand dam de la Société pour la protection des oiseaux sauvages de Pointe-à-Pierre et malgré les dispositions de la Convention de Ramsar. Au-delà des disputes qu'ils provoquent, les conflits d'intérêts vis-à-vis de l'utilisation des ressources des zones humides peuvent bouleverser le fragile équilibre qui caractérise ces zones.

Conversion ou protection ?

La plupart des zones humides sont habitées par des usagers très divers qu'il faut associer à tout plan de gestion durable. Les zones humides offrent des ressources et des usages très multiples. Au cours des deux dernières décennies, une approche polyvalente est apparue comme la piste la plus raisonnable pour une utilisation durable de ces ressources. Au niveau gouvernemental, il s'agit de mettre de l'ordre et de régler les droits des habitants – et des autres usagers – à la terre et à l'eau, sans oublier les questions de santé et d'hygiène. Les savoirs locaux, souvent dispersés entre divers usagers, doivent être combinés avec les savoirs scientifiques.

Les premières tentatives d'application de cette approche polyvalente des acteurs et des



Photo © Pansos

à la recherche du paradis perdu.

usages commencent à donner des résultats. Dans la zone de Kafue, en Zambie, les premiers accords de partenariat réglant les droits d'usage de l'eau ont été conclus entre les planteurs de canne à sucre, les communautés locales et le Fonds mondial pour la nature (WWF). Dans la zone d'Illubabor, en Éthiopie, le Programme de gestion des zones humides exécuté par le Wetland Action Consortium et l'Université britannique de Huddersfield s'est attaché à associer tous les acteurs en présence à la gestion et à la planification des activités. La conclusion de ce programme, qui pourrait être partagée partout dans le monde, est qu'une exploitation polyvalente – avec un équilibre entre protection et développement – est une solution viable pour continuer à profiter des bénéfices socioéconomiques tout en laissant la nature jouer son rôle hydrologique et écologique.

Énergies renouvelables

L'énergie, c'est vous

Les énergies renouvelables font désormais partie du vocabulaire courant. Les engins bizarres et farfelus des années 70 ont cédé la place à des dispositifs intéressants à plus d'un titre pour les petits producteurs et agroindustriels. Et l'avenir ?



Photo FAO

Au large du port de Dakar se dresse une des nouvelles sentinelles de l'Afrique : un phare de navigation. Majestueusement posé au-dessus des vagues, il guide les bateaux vers le port, au-delà de l'Île de Gorée, témoin de l'époque

Un, deux, trois... soleil !

Avec toutes ces énergies dites renouvelables, soleil, vent, biomasse, vous êtes en droit de demander : « Quelle est la plus appropriée ? ». Examinons d'abord quelques définitions, car la plupart, tout bien réfléchi, se rapportent à l'énergie solaire.

L'énergie solaire comporte trois aspects principaux :

- l'utilisation passive, comme le refroidissement par ventilation ou les systèmes de séchage
- l'utilisation thermique, pour préchauffer l'eau
- les capteurs munis de cellules photovoltaïques, qui convertissent le rayonnement solaire en électricité pour utilisation directe ou stockage en batteries.

L'énergie solaire est à l'origine des vents dont elle détermine le flux et le reflux. Elle est aussi dans les plantes qui sont par la suite brûlées ou décomposées pour produire du gaz.

Cela ne veut pas dire que le soleil est derrière toute forme d'énergie. Par exemple, outre l'énergie hydroélectrique produite par des turbines à eau et l'énergie géothermique qui provient de la chaleur de la terre, on trouve de l'énergie marémotrice ou de l'énergie produite par les vagues, qui est créée à partir de turbines placées dans l'eau. C'est là que la lune joue aussi son rôle, en fournissant la force d'attraction des marées.

Rien ne remplace la douce chaleur du foyer et ces fours solaires des années soixante ne se sont jamais vraiment imposés. Avec des panneaux solaires sur les toits, un village peut s'éclairer et avoir de l'eau en toute autonomie.



de la traite des esclaves. Ces deux points de repère marquent l'histoire : Gorée de façon effrayante et honteuse; le phare magnifique, parce que des panneaux solaires l'alimentent en énergie. Et ce ne sont pas les fientes des goélands, elles-mêmes une forme de biomasse, qui empêcheront ces panneaux de capter les rayons du soleil.

De nouveaux repères de ce genre sont en place dans la moitié des 400 000 villages africains et dans la plupart de ceux du Pacifique et des Caraïbes. Ils sont désormais au premier plan de ce qui, il y a vingt ans, n'était qu'un rêve de plus dans le domaine complexe de l'électrification rurale. Les panneaux solaires et les éoliennes mal positionnés de cette époque gisent à présent comme des jouets inutiles dans le « cimetière technologique » des rêves brisés. Mais les temps ont changé et, pendant que le soleil et le vent attendaient patiemment, les ingénieurs ont multiplié les expériences et appris à simplifier la conception et la maintenance de ces équipements. Et les coûts ont diminué. Bien positionnés, les panneaux solaires et les éoliennes se dressent aujourd'hui comme les symboles des énergies renouvelables appropriées, indiquant, comme les phares de navigation, le chemin le plus sûr vers une énergie économiquement adaptée aux zones rurales.

L'énergie est la clé de tout

À en croire ceux qui cherchent le meilleur moyen d'amener une société au progrès, c'est dans l'énergie que se trouve la clé du développement. D'autres diront que c'est dans l'éducation, dans la santé, la nutrition, le transport, le commerce ou la technologie numérique.

De fait, toutes ces options dépendent de l'énergie. L'énergie, c'est la lumière pour les cours du soir, la source de chaleur pour la cuisine, le froid pour les produits périssables, la pompe à eau pour l'irrigation.

C'est en permettant la transformation et le stockage des produits qu'une source fiable d'énergie peut apporter une valeur ajoutée considérable à l'agriculture. Il ne s'agit naturellement pas de négliger les besoins d'éner-



Photo FAO



Photo R. Gilling / Still Pictures

Les fruits séchés s'arrachent sur les marchés et les éoliennes font monter l'eau et les revenus.

gie dans les champs. Pour pomper l'eau, on doit davantage utiliser les énergies éoliennes et solaires. Dans l'agriculture mécanisée, on a besoin d'un accès sûr au carburant, en se passant si possible des combustibles fossiles. Pourtant, dans beaucoup de pays en développement, la production locale de carburants de rechange comme l'éthanol est encore plus loin des planches à dessins que les planificateurs ne le sont du terrain.

Les énergies renouvelables ont deux types d'application dans la transformation agricole : utilisation directe ou production d'électricité. Les séchoirs solaires sont aujourd'hui



Photo © Panor

Maîtriser les réseaux

Il n'y a pas de véritable substitut à l'électricité et il faudra surmonter bien des obstacles pour arriver à alimenter la majorité des villages en énergie. En Ouganda, par exemple, moins de 1 % de la population rurale est connecté au réseau électrique, car le coût élevé des connexions rend économiquement impossible une généralisation de l'électrification. Selon un rapport gouvernemental récent, cet obstacle a conduit à une auto-électrification croissante en milieu rural : les gens utilisent des générateurs diesel et, de plus en plus, des panneaux solaires photovoltaïques. Ce type de scénario est fréquent dans de nombreux pays ACP. Selon le *Rapport sur le développement humain 2002*

Partager l'énergie

Dans plusieurs régions du monde, de l'Europe occidentale à l'Afrique australe, on a mis en place ce que l'on appelle des « pools » pour pouvoir exporter les surplus d'énergie d'un pays vers d'autres. Le pool d'Afrique australe permet la commutation de l'énergie dans toute la région. Un groupe de compagnies occidentales d'électricité étudie même les possibilités de relier des réseaux africains et sud-américains. Cela permettrait par exemple de vendre l'énergie africaine pendant la nuit aux foyers et aux industries du Brésil au moment du pic de consommation en Amérique du Sud. Tant mieux pour vous si vous pouvez en profiter.

Mieux tirer parti de la biomasse

Améliorer l'efficacité et la propreté du charbon est un aspect essentiel de la recherche en énergies renouvelables, car le charbon est souvent la principale source d'énergie des ménages et il est préférable au bois.

La difficulté, c'est de mettre au point des machines d'un prix abordable pour carboniser des résidus végétaux (pailles, cosses, copeaux de bois, roseaux et bambous) et les comprimer en briquettes de charbon.

L'importance de cette technologie est soulignée par l'attribution du Prix de l'innovation 2002 de la Fondation Altran au chercheur Guy Reinaud. Président de Pro-Natura International, Reinaud travaille à la conception de machines bon marché pour les entreprises rurales, au Sénégal et ailleurs, afin de produire des briquettes faciles à utiliser et ne produisant pas de fumée.

Le prix a été partagé avec un autre chercheur qui a inventé un dispositif capable d'alimenter une radio à partir de la petite flamme d'une lampe à pétrole, en utilisant des cellules thermoélectriques pour transformer la chaleur en électricité. Notons que le Prix 2003 concernera l'innovation technologique en faveur de la petite enfance, notamment dans le domaine de l'alimentation et de l'éducation.

▲ Fondation Altran pour l'Innovation
251 Boulevard Pereire, 75017 Paris, France
Fax : + 33 1 4409 5440
E-mail : communication@fondation-altran.org
Site Web : www.fondation-altran.org

d'usage courant pour la transformation des fruits et des légumes dans de nombreux villages. De même, les panneaux de capteurs remplis d'eau absorbent les radiations solaires, même par temps nuageux, réduisant ainsi le besoin de bois ou de charbon dans les fourneaux. Et, naturellement, les fameux petits foyers améliorés connus sous le nom de *Jikos* en Afrique orientale ou de *Ban uk suf* au Sénégal, ont permis de réduire considérablement la consommation de bois et de charbon ainsi que les fumées malsaines pour des millions de ménages et de petites entreprises de transformation agricole.



Photo M. Edwards / Still Pictures

Créer la demande

Pour les zones clairsemées où les réseaux basés sur des systèmes autonomes ne sont pas viables, de nombreux pays optent de plus en plus pour des systèmes photovoltaïques individuels ou institutionnels. Les cliniques, les écoles, les pensions de famille, les petites boutiques et les personnes plus aisées s'installent dans des bâtiments et maisons équipées en énergie solaire. Pour que la demande atteigne un niveau suffisant, il faut mettre en place des mécanismes d'appui : du crédit pour aider les acheteurs et des subventions ou des prêts pour aider les producteurs locaux à couvrir les coûts initiaux. Il s'agit exactement des mêmes mécanismes que ceux qui ont été instaurés en Europe, il y a vingt ans, pour favoriser le décollage de l'énergie solaire. Ces mécanismes ont également été mis en place pour assurer la propagation des foyers améliorés.

De fait, des mesures commencent à être prises dans ce sens. Le récent lancement de l'African Rural Energy Enterprise Development (voir *Repères*, page 10) est un exemple de partenariat public-privé qui vise à donner une impulsion à la production d'équipements destinés à rendre l'énergie meilleur marché et la consommation plus efficace. Si le nouveau Fonds pour l'environnement mondial du système des Nations unies, qui doit démarrer début septembre 2002 à l'issue du Sommet mondial sur le développement durable, se cherche un domaine d'action prioritaire, l'électrification rurale en est un tout trouvé, tout comme les changements des habitudes de consommation dans le monde industriel et la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des voitures, du bétail, des rizières et des usines. D'ici trente ans, on aura peut-être mis au point de nouvelles méthodes de production d'électricité, par exemple en couvrant d'innombrables capteurs solaires les grandes zones désertiques des pays ACP et d'ailleurs. Qui sait ? En attendant, si le monde n'est pas en mesure d'apporter de l'énergie aux populations rurales, aidons celles-ci à la produire elles-mêmes. Durablement.

du PNUD, plus de 40 pays utilisent les combustibles traditionnels (principalement le bois) pour plus des trois quarts de leur consommation de combustible.

En ce qui concerne l'extension des réseaux électriques nationaux, d'importants progrès techniques ont été réalisés ces dernières années, notamment pour réduire les pertes d'énergie sur des lignes longues de plusieurs centaines de kilomètres. Les réseaux sont également connectés les uns aux autres afin de répartir l'électricité. Un grand projet est actuellement en cours de réalisation pour partager l'électricité produite par le barrage hydroélectrique de Manantali, au Mali, avec le Sénégal et la Mauritanie.

Franchement, peu de programmes d'électrification rurale ont la possibilité d'utiliser les réseaux nationaux. Ils doivent plutôt se fonder sur une production locale d'électricité, c'est-à-dire des systèmes autonomes ou des mini-réseaux couvrant les besoins d'une localité. L'électricité provient alors de sources comme les moulins à cannes ; la bagasse de canne à sucre est utilisée ainsi en Jamaïque, à Maurice et en Afrique du Sud. D'autres déchets agricoles, comme les balles de riz ou les cosses de café, peuvent être également exploités. En Ouganda, des systèmes isolés peuvent alimenter des zones relativement denses avec un fort potentiel d'utilisation par les entreprises rurales, ce qui leur permet de mieux servir le marché des villes rurales. Ils tirent leur énergie principalement de mini-équipements hydroélectriques, un secteur en plein essor dans le domaine des énergies renouvelables.

**Recherche
jeunes chercheurs
sachant chercher**

■ La Fondation internationale des sciences lance un appel à candidatures pour des bourses de recherche destinées à de jeunes chercheurs – moins de 40 ans – des pays en développement. Ces bourses d'études, qui peuvent s'élever à 12 000 \$US (13 200 €) pour un à trois ans, sont réservées à des recherches sur l'utilisation renouvelable des ressources biologiques ou l'utilisation durable et la protection des ressources naturelles, menées dans les pays en développement. Les candidats doivent disposer au minimum d'une maîtrise ou d'un équivalent. Les formulaires de candidatures peuvent être téléchargés ou demandés par courrier.

IFS

Grev Turegatan 19
S-114 38 Stockholm
Suède
Fax : + 46 8 545 818 01
Email :
Site Web : www.ifs.se

Pop-corn

■ Au Sénégal, les planteurs d'arachide se sont reconvertis massivement au maïs pour la saison 2002. La chute de la demande et des prix de l'arachide, combinée avec la privatisation, la fermeture du principal acheteur public, Sonagrains, et l'absence d'initiatives privées, semble avoir vraiment donné le coup de grâce à la culture de l'arachide.

**Rabattez vos coûts,
pas vos arbres**

■ Un mélange de sciure de bois et de son de blé moulu dans une briquette en forme de banane est un bon substitut du bois et du charbon de bois. L'usine de torréfaction de café Jerriton, à Kampala (Ouganda), qui a mis au point cette briquette, a ainsi réduit ses coûts d'énergie pour la cuisson et la torréfaction des fèves de café. Depuis juin 2002, une tonne de briquettes lui suffit au lieu des 9 tonnes de charbon précédemment nécessaires chaque mois.

Les nouveaux journalistes

■ La qualité de plusieurs journaux et émissions de radio d'Afrique de l'Ouest va peut-être bientôt s'améliorer. Fin mai 2002, à Bouaké, Côte d'Ivoire, 19 journalistes (17 hommes et 2 femmes) venus de 7 pays francophones ont suivi une formation en présentation de l'information agricole, organisée par l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest et le CTA. Espérons qu'ils seront aussi fiers de leurs articles que de leur ponctualité pendant la formation. Surtout, n'oubliez pas de toujours vérifier vos sources !

Filets de sécurité pour le tilapia « amélioré »



Photo H. Legendre/IFD

Tout déplacement de poissons par delà les barrières naturelles – une chute d'eau par exemple – peut entraîner un risque pour la biodiversité.

■ Comme les agriculteurs optent de plus en plus pour l'aquaculture en vue d'améliorer leur production alimentaire et leurs revenus, les scientifiques cherchent à augmenter la productivité par des améliorations génétiques. Non sans quelques risques, en particulier le risque que ces poissons « améliorés » s'échappent dans la nature et menacent des espèces indigènes

De nombreux éleveurs sélectionneurs se concentrent sur le tilapia nilotica, une espèce qui a conquis sa place sur les marchés locaux comme à l'exportation, dans plusieurs pays d'Afrique, des Caraïbes et au-delà. Le volume croissant des importations des Pays-Bas, par exemple, provient

principalement de fermes aquicoles de la Jamaïque.

Une cinquantaine de spécialistes venus de 10 pays africains et d'organisations scientifiques et internationales se sont rencontrés à Nairobi en février 2002 pour élaborer des directives destinées à encourager le développement de l'aquaculture tout en respectant la biodiversité. Cette rencontre, organisée par le World Fish Center (Centre mondial du poisson), en collaboration avec la Convention sur la diversité biologique, le CTA, la FAO, l'UICN et le PNUE, a débouché sur le type de déclaration prisé des réunions ces derniers temps. Il faudrait : identifier, en Afrique, des zones comportant des réserves sauvages uniques et les

gérer comme zones protégées, à l'abri des espèces génétiques étrangères ou altérées ; renforcer la collecte de données sur la diversité génétique des poissons ; élaborer une codification internationale des matériels génétiques ; concevoir des mesures incitatives et une législation garantissant que ceux qui « font du profit » financent la réparation des dommages causés à l'environnement. Mais les délégués ont admis que ces filets de sécurité étaient pleins de trous avant même d'être mis en place. Les protocoles existants ne sont guère appliqués, les institutions restent faibles et l'on manque de personnel qualifié comme de ressources financières. Alors il faut continuer à repriser le filet !

Mise à jour au pas de charge

■ On ne perd pas de temps en Afrique du Sud ! Avec 107 communications en deux jours plus les affiches, soit un total de 140 documents, la communauté agroforestière d'Afrique australe s'est mise à jour à l'occasion de cet atelier bien rempli sur « l'impact de l'agroforesterie sur les moyens d'existence en Afrique australe : mettre la recherche en pratique ».

Au bout de dix ans de recherche et de pratique dans la région, il était temps de faire le point et le Centre international de recherche sur l'agroforesterie (ICRAF), avec le soutien d'un large éventail de partenaires de coopération et agences techniques, dont le CTA, l'avait bien compris. Les 180 délégués ont fait un bilan positif des options et

innovations adoptées par les agriculteurs depuis la dernière rencontre en 1991, notamment les jachères améliorées pour la fertilité des sols, les cultures de fourrages pour le bétail, les petits peuplements sur les exploitations et la domestication des arbres fruitiers locaux. Grâce à une expansion progressive de programmes de partenariat et de réplique, des centaines de milliers d'agriculteurs ont déjà adopté ces pratiques et on peut en mesurer l'impact sur les revenus des ménages et des communautés, ainsi que sur la qualité de l'environnement.

Mais, selon la déclaration finale de l'atelier, les défis qui restent à relever sont tout aussi nombreux : plus de développement des capacités, plus de dynamisme

et de liens avec le secteur privé, une meilleure prise en compte du genre dans la recherche, une lutte accrue contre les ravages du sida et du paludisme, la résolution des problèmes d'approvisionnement en matériel végétal et – cela va devenir une forme d'art dans de nombreuses professions – l'insertion de l'agroforesterie dans les plans du Nouveau partenariat économique pour le développement africain. Guettez la publication des actes de l'atelier, dans quelques mois : ils constitueront l'une des plus riches collections d'expériences reproductibles, de la fabrication des confitures à la création d'un environnement propice aux innovations. Comment savons-nous que cet atelier a été un succès ? Même les parlementaires de la région y ont assisté jusqu'à la fin.

La vache et le papillon

■ Un spectre hante l'Afrique, c'est la peste bovine. Depuis qu'elle a pénétré en Afrique en 1888 par le port éthiopien de Massawa, la peste bovine a causé la mort de millions d'animaux. Elle a pour l'instant disparu presque partout ; elle rôde pourtant sans faire de bruit, se reproduisant, prête à réapparaître à chaque instant. Les outils de surveillance traditionnellement utilisés ne détectent pas la lignée 2 du virus, celle qui contamine les buffles sauvages. D'où l'intérêt de développer de nouveaux outils qui permettent de la démasquer et de circonscrire rapidement et efficacement les foyers d'infection. Trois organismes dans

le monde y travaillent : l'Institute for Animal Health de Pirbright en Grande-Bretagne, le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et l'Institut sénégalais de la recherche agronomique. Ces tests se présentent tous sous forme d'un kit comprenant des plaques dans lesquelles on introduit des cellules de l'animal et des réactifs particuliers qui vont en faire virer la couleur, donnant une réponse immédiate à l'utilisateur. Le kit récemment mis au point par l'ISRA a ceci de particulier : la protéine utilisée pour rechercher les anticorps est produite par un papillon (*Spodoptera*

frugiperda) chez qui le gène du virus a été introduit. Les trois tests sont en cours de validation par le Bureau des ressources animales de l'organisation de l'Union africaine à Nairobi.

Joseph Sarr
ISRA-LNERV
BP 2057
Dakar, Sénégal
Fax : +221 832 21 18
E-mail : josarr@refer.sn

Qu'importe la baie, pourvu qu'on ait l'ivresse

■ Dans le monde entier, à toutes les époques, on a fait des boissons fermentées : du vin avec du raisin, bien sûr, mais aussi des boissons alcoolisées avec toutes sortes de baies sauvages ou cultivées. Le « vin » de Marula est par exemple très apprécié en Afrique de l'Est. Celui d'Eembe (*Berchemia discolor*) va peut-être bientôt le concurrencer : des chercheurs namibiens ont obtenu une boisson alcoolisée de qualité acceptable à partir du fruit de cet arbre de la famille des Rhamnaceae, largement répandu dans les zones sèches du Soudan à l'Afrique australe et qui peut atteindre 18 m de haut.

L'équipe de l'université de Windhoek a utilisé des fruits secs achetés au marché ; elle y a ajouté de la pectolase pour hydrolyser les pectines et de l'acide citrique pour ajuster le pH. La fermentation a été induite par des levures sélectionnées du commerce, de préférence aux levures spontanées. Le moût initial avait un potentiel alcoolique de 8,6° : des ajouts de sucre ont permis de l'élever jusqu'à 12,3°. La fermentation aérobie a duré cinq jours, puis la fermentation anaérobie trois mois. Les tests sensoriels ont montré que l'addition de sucre et de dioxyde de soufre améliorait la qualité du produit obtenu. La méthode est décrite en détail dans le volume 6, n°3, 2001 du *Journal of Food Technology in Africa*. À consommer avec modération !

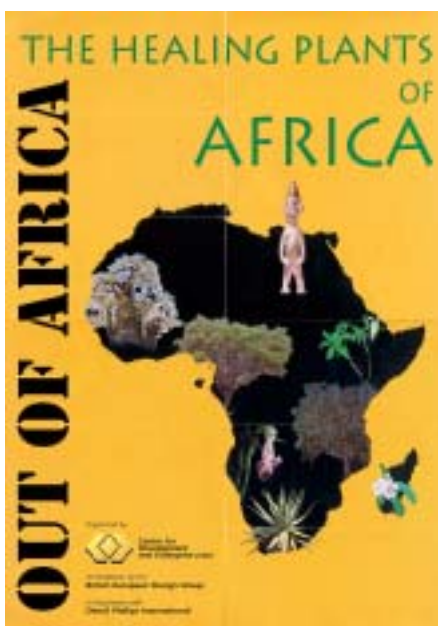
E L Keya et T N Ngwira
Faculty of Agriculture and Natural Resources
University of Namibia
P/Bag 13301, Windhoek, Namibia
E-mail : ekeya@unam.na

Plantes médicinales en vedette

■ Si vous voulez conquérir de nouveaux marchés, il est bon de disposer d'un stand dans une foire agricole locale ou régionale pour vanter les vertus de vos produits. Mais si votre production est plus adaptée à l'exportation, il vaut mieux faire équipe avec d'autres ou leur demander de vous représenter.

L'exposition commerciale *Out of Africa* voyage à travers l'Europe depuis mi-2002 pour promouvoir les plantes médicinales africaines, en visitant des foires commerciales comme Vitafoods en mai à Genève, Suisse, et Natural Products Europe en juin à Amsterdam, Pays-Bas.

Out of Africa est montée autour de sept plantes médicinales, chacune, représentant une région africaine. Par exemple, l'arbre à saucisse (*Kigelia africana*), utilisé pour soigner les ulcères et les plaies, a été choisi pour représenter le sud-est de l'Afrique, alors que la griffe du diable (*Harpagophytum procumbens*), très utilisée aujourd'hui contre les rhumatismes et l'arthrite, représente le sud-ouest du continent. L'Afrique de l'Ouest a délégué le baobab (*Adansonia digitata*), utilisé pour



les soins de la peau, et l'Afrique de l'Est la pervenche de Madagascar (*Catharanthus roseus*), dont les alcaloïdes sont utilisés dans le traitement de la leucémie et de la maladie de Hodgkin.

Une bonne douzaine de sociétés d'Afrique du Sud, de Côte d'Ivoire, du Ghana, de Namibie, du Niger, du Nigeria, du Soudan et de Tanzanie proposent prospectus, photos, produits et matières végétales en exposition sur le stand. *Out of Africa* a été conçu par le groupe British European Design, en association avec Denzil Phillips International Ltd (www.denzil.com) et avec le soutien du Centre pour le développement de l'entreprise (CDE).

Adieu foreur

■ Le projet de trois ans d'introduction de parasites pour éradiquer le scolyte des cerises de caféier (*Hypothenemus hampei* Ferrari) en Jamaïque progresse bien. L'Institut caribéen de recherche agricole et de développement (CARDI) a introduit et multiplié en masse, il y a trois ans, le parasitoïde *Cephalonomia stephanoderis* Betrem, qui parasite le scolyte à son stade immature. Le succès étant désormais établi, CARDI a introduit un nouveau parasitoïde pour lutter contre le scolyte adulte et met actuellement au point des protocoles pour sa multiplication massive.

Kathy Dalip
CARDI at UWI
St Augustine
Trinité et Tobago, West Indies
Fax : 1 868 645 12 08
Email : infocentre@cardi.org

Des abeilles au secours du caféier

■ Bien que le caféier n'ait pas besoin de pollinisation pour produire ses fèves, la visite des abeilles mellifères africaines permet d'augmenter leur nombre et leur poids (de 25 %). Selon les chercheurs du Smithsonian Tropical Research Institute, les caféiers bénéficient des échanges de variations génétiques favorisés par les abeilles. Cela pourrait expliquer les récentes baisses de production en Afrique et en Asie, là où les habitats naturels des abeilles ont été réduits et où la culture intensive du caféier s'est substituée aux cultures mixtes multiétagées.

Source : *Nature*, juin 2002

Bio-cacao

■ Pour l'île de Mallicolo, au Vanuatu, le cacao est une culture de rente importante. Le fait que 4 agriculteurs sur 5 cultivent un cacao biologique a intéressé le confiseur français Cemoi. Celui-ci a investi dans la réorganisation du secteur en créant une coopérative de stockage et de crédit et en implantant un dispositif de séchage des fèves. Via la coopérative, les producteurs obtiennent désormais de Cemoi un prix de 40 % supérieur à celui qu'ils auraient ailleurs.

Des génisses par centaines

■ Dans le cadre d'un programme gouvernemental de croisement pour augmenter la production laitière, les petits exploitants laitiers de Byumba, Rwanda, ont reçu 85 génisses de Jersey avec leurs petits en juin 2002 et 85 génisses de plus devaient leur parvenir en juillet. Grâce à un appui du Heifer Project International, basé aux États-Unis, 88 génisses avaient déjà été distribuées aux paysans rwandais en 2001. Elles produisent de 15 à 20 litres de lait par jour.

La contribution de l'agriculture

■ La prochaine conférence annuelle de l'Association internationale des économistes agricoles se penchera sur le remodelage de la contribution de l'agriculture à la société, avec des sous-thèmes comme la prise en compte de l'environnement, l'efficacité des systèmes de production agricole et alimentaire, la sécurité des consommateurs et la sécurité alimentaire. Elle se déroulera à Durban, Afrique du Sud, du 16 au 22 août 2003.

Event Dynamics (Pty) Ltd
PO Box 98009, Sloane Park
2152 Durban
South Africa
Fax : + 27 11 463 7195
Email :
iaae2003@eventdynamics.co.za

Votre réussite nous intéresse

■ Le site Web *Farming solutions*, récemment lancé par Greenpeace, Oxfam, Pesticide Action Network Africa et l'ILEIA est, par définition, une réussite. Il se consacre aux initiatives et aux projets qui réussissent à améliorer la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Envoyez-lui vos propres exemples de ce qui a marché chez vous !

www.farmingsolutions.org

L'eau en zones arides

■ Une Conférence scientifique internationale sur l'hydrologie en Méditerranée et dans les régions semi-arides se tiendra du 4 au 10 avril 2003 à Montpellier, France. Elle abordera les conséquences hydrologiques des changements climatiques, des fluctuations saisonnières, de l'érosion, de la salinisation et de la pollution et contribuera à la recherche de nouvelles terres arables dans ces régions fragiles.

IRD Centre de Montpellier
911 avenue Agropolis
34032 Montpellier Cedex 1
France
Fax : + 33 4 67 41 62 57
Email : valerie.rotival@mpl.ird.fr
Site Web :
www.mpl.ird.fr/montpellier2003/

Biocides et C^{ie}

■ NTRAP, la base de données en ligne de Natural and Traditional Pesticidal materials en Afrique de l'Est, propose une bonne collection de produits naturels traditionnellement utilisés pour la protection des cultures. Par exemple, *Phytolacca dodecandra* est un arbuste grimpant dont les fruits sont broyés pour obtenir une solution à 1 % toxique pour *Biomphalaria* spp, l'hôte intermédiaire de la bilharziose. Même si la base de données n'est pas très conviviale, elle vous conduira à votre but lentement mais sûrement.

Site Web : www.ippc.orst.edu/ipmafrica/db/index.html

Un espoir pour la vente itinérante



Les beignets, ça baigne en Haïti.

■ Exaspérants pour les services d'hygiène et de la circulation, les vendeurs ambulants de nourriture servent un marché en expansion, et pas juste les plus pauvres, vu que les villes affichent un taux de croissance annuel de 10 %. Ce secteur on ne peut plus informel fait vivre les producteurs de la périphérie et de nombreux citadins, souvent des femmes qui, derrière leur stand ou leur charrette, vendent des repas rapides, copieux et très bon marché.

Dans les années 80, les experts en nutrition ont reconnu que ce commerce était le meilleur moyen de fournir des compléments nutritifs aux habitants, mais les autorités urbaines ne le prennent pas encore en compte. Toutefois, « y a du changement dans l'air » nous a confié une vendeuse jamaïcaine.

Début 2002, l'Institut ghanéen de recherche alimentaire a communiqué les résultats d'une étude menée avec l'Institut britannique des ressources naturelles : ce secteur emploie 60 000 personnes, génère 24 millions \$US (26 millions €) de bénéfices annuels et 100 millions \$US (1,06 millions €) de chiffre d'affaires. Les deux tiers des travailleurs d'Accra achètent leur repas principal dans la rue – le seul repas de la journée pour de nombreux enfants et étudiants.

D'après cette étude, d'ailleurs corroborée par celle d'Alice Mboganie Mwangi de l'Université de Nairobi, les risques pour la santé sont plus importants que des études de la FAO ne l'avaient affirmé voici environ dix ans. Les eaux usées et les sols contaminés sont de plus en plus utilisés pour les cultures vivrières. Le stockage, la préparation, le service et l'élimination des déchets ne se font pas toujours dans de bonnes conditions d'hygiène.

Le message de ces études – faire progresser le secteur plutôt que l'interdire – s'accompagne de propositions pratiques : fournir aux vendeurs ambulants l'eau courante, des toilettes, l'électricité, le gaz, et organiser des cours d'hygiène, comme le géant de l'alimentaire Unilever l'a fait pour 4 000 vendeurs à Accra en échange de la promotion de ses produits.

L'idée essentielle, c'est-à-dire reconnaître et appuyer le secteur, a avancé à grands pas quand, à la mi-juin, l'Organisation internationale du travail a décidé de s'occuper des besoins de cette économie informelle.

StreetNet Association
PO Box 61139, Bishopsgate,
Durban 4008, Afrique du Sud
Fax : +27 31 306 7490
E-mail : stnet@iafrica.com
Site Web : www.streetnet.org.za

Plus de sommets que de montagnes

■ Le Mont Kilimandjaro, les Montagnes bleues et les hautes terres de Papouasie-Nouvelle-Guinée ne sont pas les seuls sommets encombrés en cette Année de la montagne : l'agenda des leaders politiques mondiaux déborde aussi de rencontres au sommet, jusqu'à deux par semaine parfois.

Mi-juin 2002, coincé entre un sommet environnemental au Brésil et la rencontre entre les nations les plus riches et les partenaires du NEPAD au Canada, se tenait le *Sommet mondial de l'alimentation – cinq ans plus tard* à Rome, Italie. Là, en l'absence de la plupart des chefs d'État du Nord et avec une sécurité impressionnante (mais très perméable), les responsables de nombreux pays en développement, de plus en plus impuissants et avec des budgets de plus en plus faibles, ont reconduit la promesse du sommet de 1996 de réduire de moitié le nombre de personnes affamées dans le monde en... douze ans et demi.

Mobilisant le temps de 6 613 participants, 74 chefs d'État ou de gouvernement, 181 représentants de pays, 1 200 représentants de la société civile et 1 601 représentants des médias, de tels sommets ne sont-ils désormais que des exercices pompeux et convenus ou ont-ils encore un intérêt ? En termes de promesses tenues, non. En revanche, le réseautage des centaines d'ONG du Sud qui avaient fait le déplacement faisait plaisir à voir. Les rapprochements entre les ONG et la Banque mondiale, la recherche furtive de partenariats avec les industriels des sciences de la vie et les leaders des organisations paysannes, l'opportunité de presque persuader le représentant de l'UE de demander pardon pour les subventions à l'agriculture, tout cela marque une nouvelle phase de coopération qui pourrait changer la donne pour l'agriculture des pays ACP.

Voilà ce qui rend un sommet digne d'intérêt. C'est aussi l'occasion de remarques susceptibles de provoquer de véritables débats, comme celle du Prix Nobel Amartya Sen sur la pauvreté et la faim : « Ce qui compte, ce n'est pas où la nourriture est produite, c'est que les gens puissent se la procurer ».

Du lait de chèvre contre le paludisme

■ Dans quelques années, votre troupeau de chèvres pourrait être capable de fournir un vaccin contre le paludisme pour toute la population de l'Afrique. De nombreuses équipes de recherche dans le monde traquent le remède contre le paludisme et sont sur le point de le découvrir. Mais les problèmes de disponibilité et d'accessibilité pour les millions

de personnes exposées au parasite sont loin d'être résolus (voir *Spore* 97, article principal).

Aux États-Unis, Anthony Stowers, chercheur à l'Institut national des maladies allergiques et infectieuses (NIAID), fait partie de ceux qui ont relevé le défi de mettre au point un médicament peu coûteux, utilisable dans les pays les plus gravement atteints. Le NIAID s'est allié avec Genzyme Transgenics Corporation pour produire deux souches de souris transgéniques qui portent une forme du gène provenant d'une protéine de surface du parasite vecteur du paludisme, le *Plasmodium falciparum*. Les cellules de la glande mammaire

reactivent les transgènes, libérant ainsi la protéine-vaccin dans le lait de l'animal.

Comme les souris produisent peu de lait, un test similaire a été entrepris avec des chèvres, avec un certain succès. En janvier 2002, le NIAID a annoncé que le vaccin tiré du lait de chèvre s'était révélé efficace pour quatre singes vaccinés sur cinq, alors que six singes non vaccinés sur sept étaient morts de paludisme. Le laboratoire commencera des tests cliniques sur les humains en 2003.

*Trois cuillères de bouillie de maïs
Avec une larme de lait de chèvre
C'est la plus douce chose au monde
C'est le velours de l'estomac crois-moi.
Daisy "Wong" Richardson (Anguilla)*



Photo FAO

Fréquentation en hausse

■ Près de 40 % de nos abonnés ont un e-mail et un accès à Internet, contre 12 % il y a deux ans. Pas étonnant que la fréquentation du site Web du CTA augmente ! Début juillet 2002, on comptait 720 visiteurs par jour, 2 000 pages lues et 8 950 touches (ou « hits », correspondant aux éléments d'une page). Une page avec 1 titre, 2 textes, 4 photos et 4 légendes comporte au moins 11 éléments. Le nombre de touches est moins important que celui des visiteurs, mais il place le site Web du CTA devant le Groupe de consultation sur la recherche agricole internationale, par exemple. Que viennent chercher les visiteurs ? Adresses, projets de recherche, cours, livres, revues, conseils marketing et nombre de détails stratégiques et techniques, comme le traitement de la vanille, l'élevage des canards, les évaluations d'impact, l'apomixie, le travail en réseau, le jus d'oseille ou la culture hors sol. Tout cela est dans *Spore*, le produit le plus populaire du site, suivi du catalogue des publications du CTA.

La moitié de nos visiteurs ayant des adresses .net (réseau), .com (commercial) et .org (organisation sans but lucratif) qui n'indiquent pas le pays (par exemple .ke pour le Kenya), nous ne pouvons pas tous les localiser. Cela dit, 80 pays ont été identifiés grâce aux adresses, dont Belize, Fidji, le Mali, la Namibie, le Nigeria, Sainte-Lucie, le Sénégal et d'autres pays d'Asie, d'Europe et d'Amérique Latine où l'on s'intéresse aussi aux pays ACP. D'où que vous soyez, vous êtes tous les bienvenus !

Site Web : www.agricta.org

Trop, c'est trop

■ Selon les nouvelles statistiques de l'Organisation internationale du travail (OIT), les accidents et les maladies du travail tuent plus d'un million de personnes par an dans le secteur de l'agriculture. Les chiffres précédents indiquaient que plus de la moitié des 1 700 000 décès du travail dans le monde se situait dans le secteur agricole.

La plupart de ces drames pourraient être évités, affirme l'OIT, en respectant scrupuleusement les normes de travail, y compris la Convention 184 de l'OIT sur la santé et la sécurité dans l'agriculture, adoptée en juin 2001 (voir *Spore* 94). En mai 2002, au cours de la réunion du groupe agricole de l'Union internationale

des travailleurs de l'alimentation, les gouvernements ont été appelés à ratifier cette convention. À la mi-juillet, un seul État l'avait fait, or il en faut au moins deux pour que la convention entre en vigueur.

Notons que de nombreux travailleurs agricoles pourraient être mieux protégés si les initiatives en cours pour intégrer le secteur informel dans les lois du travail pouvaient figurer dans les textes. La première étape – inscrire ce secteur dans le programme officiel – a été franchie en juin 2002, à l'occasion de la Conférence générale de l'OIT dont l'un des thèmes principaux était : « Travail décent et économie informelle ».

Le réseau à la portée de tous

■ Le travail en réseau a beau être répandu, il est rarement enseigné. Mais on peut apprendre en partageant son expérience. Lors d'une formation de deux semaines, près de 40 décideurs d'Afrique australe et de l'Est ont découvert de nouveaux outils pour un réseautage plus efficace : concepts de réseau, méthodes d'analyse et gestion du changement en vue d'améliorer la formulation des politiques. Un nouveau mot a également été introduit : « institutiogramme » (le schéma d'une organisation). Cette formation a été organisée par le CTA et des partenaires politiques régionaux : l'ECAPAPA de Nairobi, Kenya, et le FANRPAN de Gaborone, Botswana.

Apprendre à gérer le développement

■ Le Centre international d'études pour le développement local (CIEDEL) à Lyon, France, offre une formation professionnelle autour de trois thèmes : politiques et stratégies de développement ; conception, gestion et évaluation de projets ; méthodes et outils de développement local. Les stages peuvent être suivis à la carte ou dans le cadre d'une formation en deux ans.

CIEDEL

30, rue Sainte-Hélène
69002 Lyon – France
Fax : +33 4 72 741 99 68
E-mail : ciedel@univ-catholyon.fr

Les meilleurs articles sur l'éducation en Afrique

■ L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) vient d'instituer un prix récompensant les meilleurs articles sur l'éducation parus dans la presse africaine. Un voyage d'étude en Europe et des prix de 2 000 € et 1 000 € récompenseront des journalistes africains écrivant en anglais ou en français.

ADEA

7-9 rue Eugène-Delacroix
75116 Paris, France
Fax : +33 1 45 03 39 65
E-mail : adea@iiep.unesco.org
Site Web : www.adeanet.org

Une forêt d'études

■ Huit instituts de formation forestière – quatre au Cameroun et les autres en République centrafricaine, Congo, Gabon et République Démocratique du Congo – ont harmonisé leurs programmes d'études, de recherche et de communication en mars 2002. Ils ont aussi adopté de nouveaux centres d'intérêt, notamment les produits forestiers non ligneux, les zones protégées et la gestion de la faune sauvage en relation avec la sécurité alimentaire. La coordination du réseau est assurée par l'École nationale des eaux et forêts du Gabon.

Valorisation en chaîne

Ces dernières années, beaucoup d'agences de développement ont adopté une façon de travailler plus méthodique et commerciale. Après s'être préoccupées des pompes manuelles et de la santé, elles s'intéressent aujourd'hui aussi aux taux d'intérêt des petits prêts, à la gestion des informations de marché et aux services-conseils pour les entreprises.

L'une des premières à avoir adopté cette attitude plus « terre-à-terre » est l'organisation américaine sans but lucratif EnterpriseWorks Worldwide (entreprendre et entreprises dans le monde entier). Elle est née en 1976 sous le nom Appropriate Technology International. Au début des années 80, après avoir traité l'aspect technique des fourneaux économiques, des fours solaires et des presses à huile, elle s'est mise à étudier les solutions économiques et politiques pour les produire à moindre coût, puis le problème des franchises, des

stratégies de production et des incitations fiscales pour les ateliers ruraux.

Analyse de la chaîne de valorisation

Cette approche fait désormais partie de la stratégie de EnterpriseWorks pour améliorer les revenus de groupes de petits producteurs agricoles (il ne s'agit pas d'une aide individuelle) en ajoutant de la valeur aux produits. Pour ce faire, elle analyse la chaîne de valorisation d'un produit naturel, c'est-à-dire la « vie » d'un produit, de la culture à la commercialisation en passant par la production brute et la transformation, y compris tous les coûts d'intrants et d'investissement ainsi que les bénéfices à la vente. EnterpriseWorks repère les étapes où elle peut intervenir pour augmenter les bénéfices d'un groupe de producteurs.

Au Sénégal et en Guinée-Bissau, cette analyse a montré

que les producteurs de noix de cajou pouvaient gagner plus en vendant leurs noix transformées et non brutes. L'intervention a ici consisté à introduire des pompes à pédales pour l'irrigation, à mettre au point des dispositifs de transformation et à former des entrepreneurs locaux à la préparation et à la vente. EnterpriseWorks a aussi aidé à améliorer le marketing en mettant les producteurs en relation avec des exportateurs et en organisant des campagnes de marketing.

En Haïti, l'objectif était d'améliorer la transformation et la commercialisation du « Haïtien Bleu », un café de qualité supérieure. En Ouganda, la cible était les graines oléagineuses comme les tournesols (voir *Spore* 99), au Niger et en Côte d'Ivoire, les cultures maraîchères.

Vous pouvez télécharger le manuel d'analyse de la chaîne de valorisation – *Enterprise Development of Natural Products Manual* – du site Web, ainsi que d'autres

publications sur les technologies et les méthodes commerciales.

Au fil des années, EnterpriseWorks a mis au point de nombreux équipements de transformation, dont une trancheuse à manioc, un broyeur à viande et un moulin à arachides. EnterpriseWorks a des bureaux partenaires dans différents pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Ouganda, Sénégal et Tanzanie.



EnterpriseWorks
WORLDWIDE

EnterpriseWorks Worldwide

1828 L Street NW,
Suite 1000
Washington, DC 20036,
USA
Fax : +1 202 293 45 98
E-mail : info@enterpriseworks.org
Site Web : www.enterpriseworks.org

Économisez votre énergie

Pour faire du commerce, il faut de l'énergie, au propre et au figuré. Un moyen d'améliorer l'efficacité et la viabilité d'une entreprise est de réduire les dépenses d'énergie. Dans le cadre de l'Agenda 21 et avec le soutien financier de la Fondation des Nations unies, le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) a lancé en 2002 l'African Rural Energy Enterprise Development (AREED), un projet pour encourager des entreprises à utiliser des technologies d'énergie renouvelable (solaire, éolienne, hydraulique et biomasse) propres et efficaces pour satisfaire les besoins énergétiques des localités mal desservies des zones rurales.

Avec un fonds d'environ 2,5 millions \$US (2,6 millions €), l'AREED propose aux créateurs

d'entreprises un financement initial, des services de développement de l'entreprise, des formations et des partenariats avec des institutions financières et des ONG. Cette assistance peut se faire par étapes en commençant, par exemple, par un prêt modeste pour l'élaboration d'un projet d'entreprise, puis, si le projet est viable, en accordant un prêt plus important pour l'établissement de l'entreprise. Une fois la société créée, d'autres prêts peuvent être proposés par des investisseurs, des partenaires ou des banques et le soutien de l'AREED n'est plus nécessaire.

L'AREED opère actuellement dans cinq pays d'Afrique et soutient 22 entreprises. Cette initiative devrait bientôt s'étendre à d'autres pays ACP et des organisations similaires sont déjà pré-

sentes au Brésil (BREED) et en Chine (CREED).

Début 2002, la société sénégalaise AME a signé un accord de prêt pour se lancer dans les chauffe-eau solaires au Sénégal. L'AME a déjà reçu une avance de fonds en vue de développer une gamme de contrats de services et recevra le reste de la somme si ses efforts sont satisfaisants.

En Zambie, la société KBPS va recevoir un prêt de 73 000 \$US (76 000 €) pour produire des briquettes combustibles à partir des déchets des scieries. Elle veut construire 15 fours à haut rendement supplémentaires et mettre en place un réseau de commercialisation et de distribution.

Si vous avez une idée novatrice en matière d'énergie et que vous résidez dans l'un des cinq pays concernés, demandez le formu-

laire de candidature ou téléchargez-le du site Web de l'AREED, où vous trouverez également des cours et des publications.

AREED Mali

Mali-Folkcenter
BP E4211 Bamako
E-mail :
i.togola@datatech.toolnet.org
Fax : +223 20 06 18

AREED Ghana

KITE
PO Box 6534, Kumasi
E-mail : kite@ghana.com
Fax : +233 21 25 68 00

AREED Sénégal

ENDA-TM
BP 3370, Dakar
E-mail : energy2@enda.sn
Fax : +221 821 75 95

AREED

Tanzanie
TaTEDO
E-mail : tatedo@raha.com
Fax : +225 02 22 77 44 00

AREED Zambie

CEEEZ
PO E721 Lusaka
E-mail : f.d.yamba@eng.unza.zm
Fax : +260 1 26 24 82

AREED

s/c UNEP DTIE
39-43 quai André Citroën
75739 Paris, France
Fax : +33 1 44 37 14 74
Site Web : www.areded.org



Publications

Le champion des petits guides



■ Voici le meilleur des guides de l'Internet en français parmi les dizaines disponibles. Certains sont plus courts, mais soulèvent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses. D'autres sont plus longs, mais semblent avoir été écrits par des sadiques se délectant de l'ignorance dans laquelle ils laissent les gens normaux.

Pas celui-ci. *Internet et ses sources d'information en pratique* est riche, complet, compact et très lisible. Comment explorer l'Internet et se repérer dans la jungle de son jargon ? Que sont donc ces annuaires, généralistes, experts ou spécialisés, ces moteurs de recherche, ces métamoteurs ? Comment formuler au mieux vos questions ? Comment participer à des listes de discussion ? Où trouver les meilleures informations pour débutants ?

Conçu pour le lecteur francophone et mentionnant des liens spéciaux vers des sites francophones (mais pas spécifiquement ACP), il est infiniment plus utile que des guides traduits de l'anglais. Encore un argument ? Sachez que c'est le guide francophone de l'Internet le plus utilisé au bureau de *Spore* !

Internet et ses sources d'information en pratique
Par M-J Rioux, Collection Communication en pratique, L'Harmattan, 2002. 154 pages. ISBN 2 7475 1997 x 13,70 € L'Harmattan 5-7 rue de l'École Polytechnique 75005 Paris, France Fax : +33 1 43 25 82 03 E-mail : harmattan1@wanadoo.fr Site Web : www.editions-harmattan.fr/

Miracle permanent

■ Ses graines clarifient l'eau le plus trouble. Son bois produit une teinture bleue et ses feuilles peuvent être directement mangées par tous les animaux de l'exploitation, même par les carpes et les tilapias de votre bassin d'élevage. Il s'agit du Moringa (*Moringa spp*). On n'attribue pas moins de 19 usages différents à cet 'arbre de la vie' (voir *Spore* 96). C'est d'ailleurs le titre de ce manuel qui vous transporte dans l'univers extraordinaire de cet arbre agroforestier aux fonctions multiples et dont la popularité ne se dément pas.

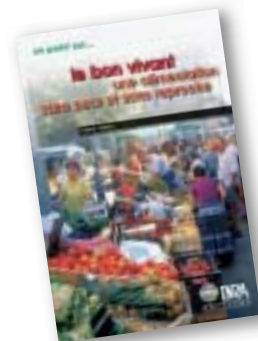
Après les chapitres introductifs sur l'histoire, la biologie et les usages du moringa, des chapitres spécifiques abordent la valeur nutritionnelle de ses parties comestibles, comme les graines, les fleurs, les feuilles (entières ou



réduites en poudre), ainsi que des techniques de pressage qui permettent d'obtenir l'huile de moringa, de grande qualité, produite à partir de ses graines. Un petit chapitre propose enfin quelques recettes au moringa, comme les soupes, les salades et les cosses sautées.

L'arbre de la vie: les multiples usages du Moringa
Fuglie, L.J. (ed). Coédition CTA et CWS. 2001. 172pp
No CTA 1063, 20 unités de crédit

Les médias, un problème ?



■ Les médias s'enflamment par vagues successives pour des questions de sécurité des aliments : la vache folle, les OGM, la dioxine, les métaux lourds... Moutonnier, le public suit ; du moins les classes moyennes de nombreux pays, y compris des ACP. Pour un temps, il se produit des transferts de consommation massifs : l'autruche sud-africaine remplace le bœuf chez le boucher anglais. Mais ce sont des feux de paille. Le public a été affolé par des perspectives dramatiques, mais il oublie vite et retourne faire ses courses en surveillant son porte-monnaie plus que ses principes.

Comment faire des choix informés sur la qualité et la sécurité des aliments ? Consommateur ou

commerçant, nous souhaitons tous mieux comprendre ces problèmes. Or les médias de masse ont beaucoup fait pour que nous n'ayons plus confiance en eux. Vers qui se tourner ? Vers *Le Bon Vivant*, une belle panoplie de réponses.

Voici un beau modèle de communication scientifique pour tous. Ses explications sont claires, il est bien illustré et ne dramatise pas. Lisez les cinq chapitres sur les OGM, et si vous êtes enseignant ou éducateur, vous serez à même de créer vos propres cours sur le sujet pour l'expliquer à vos élèves ou à vos voisins. L'hygiène alimentaire et la non-toxicité des aliments sont traités avec la même clarté, ainsi que les changements dans les pratiques agricoles, le contrôle par l'État, la sérénité des consommateurs.

Le bon vivant. Une alimentation sans peur et sans reproche
Par P Feillet, INRA éditions, 2002. 286 pages. ISBN 2 7380 0999 9 Réf. 01463
Prix : 35 € + 4,57 € de port. INRA éditions RD 10, 78026 Versailles cedex France Fax : +33 1 30 83 34 49 E-mail : inra-editions@versailles.inra.fr Site Web : www.inra.fr/editions/

Négociations



Deux ateliers régionaux, un à Dakar (Sénégal) en 2000 et un à Harare (Zimbabwe) en 1998, ont examiné les causes de la relative marginalisation de l'Afrique à travers les négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. La recherche de positions communes pour les pays d'une même région doit tenir compte de l'accès au marché, du soutien interne, de la concurrence à l'exportation et des questions sanitaires et phytosanitaires. Dans le domaine de l'agriculture et du développement, la formulation de politiques nationales et régionales qui répondent mieux au nouvel environnement international et contribuent à un développement durable figurent largement dans les actes de l'atelier de Dakar. Le résumé (en anglais) de l'atelier d'Harare ne compte qu'une vingtaine de pages.

L'Appui aux pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre face aux aspects agricoles des négociations multilatérales : Rapport d'un atelier international, Dakar, Sénégal, 2000.

Agricultural policy of African countries and multilateral trade negotiations: Challenges and options. Summary of an international workshop, Harare, Zimbabwe, 1998.

CTA - DSE - ZEL, 2002. 281 pp. ISBN 3 934068 60 x

n° CTA 1077.

40 unités de crédit

Dossiers pédagogiques

■ Deux fruits du réseau Agridoc : des dossiers pour observer et comprendre un système agricole et un système de culture. Ils sont bien présentés et illustrés, et disponibles gratuitement pour les membres du réseau (voir article page 13).

Démarche d'étude des systèmes de production de la région de Korhogo-Kouloukaha-Gbonzoro en Côte d'Ivoire.

par H Cochet, M Brochet, Z Ouattara et V Boussou. Éditions du Gret, Paris, 2002. 87 pages. ISBN 2 86844 124 6 8 €

Conduite des champs de riz pluvial chez les agriculteurs d'un village de République de Côte d'Ivoire (région Ouest)

Par J-M Barbier et G Dangé. Éditions du Gret, Paris, 2002. 120 pages. ISBN 2 86844 123 8 8 €

Gret 213 rue La Fayette 75010 Paris France Fax : + 33 1 40 05 61 11 E-mail : Site Web : www.gret.org

.....
Décentralisation, suite ...

■ La mise en place d'un fonds d'investissement local au sud du Mali, la privatisation des services de santé et la construction de marchés au bétail sont des cas d'étude proposés dans cette publication compacte. A conseiller fortement aux responsables des associations locales et à leurs homologues de la planification.

Le développement local entre décentralisation et privatisation. Réflexions à partir de cinq expériences (Afrique de l'Ouest, Bolivie). Série Traverses, n° 11
 Par D Intartaglia et A Corréze.
 Groupe initiatives, IRAM, Camel, 2002. 37 pages.
 Disponible en version électronique (format pdf) via www.gret.org, ressources en ligne/Traverses
 Groupe initiatives
 45 bis avenue de la Belle Gabrielle
 F-94736 Nogent-sur-Marne Cedex France
 Fax : +33 1 43 94 72 17
 Email : gl@globenet.org

.....
Une revue qui reste

■ La nouvelle édition de cette revue (née en 1932) comprend entre autres des articles scientifiques sur la lutte biologique, la biotechnologie, les fleurs de maïs au Cameroun et des réflexions sur la pollinisation des graminées tropicales. Elle publie dans les domaines des sciences et productions végétales et animales, des sciences forestières, des sciences du sol et de la terre, du génie rural, de l'environnement, des bioindustries, de l'agroalimentaire, de la sociologie et de l'économie. Quel exploit (informatif) ! Prix sur demande.

Biotechnologie, Agronomie, Société et Environnement
 Bibliothèque de la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux
 Passages des Déportés, 2
 B-5030 Gembloux — Belgique
 Fax : +32 81 61 45 44
 E-mail : base@fsagx.ac.be
 Site Web : www.bib.fsagx.ac.be/base

.....
Sécurité des aliments

■ Ce cédérom propose le texte intégral de l'ensemble des communications présentées, en français et en anglais, durant un colloque international.

Gestion de la sécurité des aliments dans les pays en développement. Actes de l'atelier international, Cirad-FAO, 11-13 décembre 2000, Montpellier, France
 Éditeurs : E Hanak, E Boutrif, P Fabre, M Pineiro
 Cirad, Montpellier ; FAO, Rome, 2002
 Cédérom PC ou Macintosh :
 Référence 857
 ISBN : 2-87614-487-5
 La librairie du Cirad
 TA 283/04, Avenue Agropolis
 F-34398 Montpellier Cedex 5 France
 Fax : + 33 4 67 61 55 47
 E-mail : librairie@cirad.fr

La voix de la sagesse



■ On dit que les images sont plus efficaces que les mots, mais ce livre magnifique, qui ne contient que mots et statistiques, pourrait être un démenti. C'est l'œuvre d'un spécialiste à la fois passionné mais objectif, engagé mais soucieux d'informer et presque obsédé de communiquer.

Dans le domaine de la radio rurale dans les pays ACP, demandez aux praticiens et aux décideurs le nom de trois personnes aux pieds desquelles ils se sont assis, et c'était parfois littéralement le cas, et ils mentionneront souvent le nom d'André-Jean Tudesq. Son livre *L'Afrique parle, l'Afrique écoute* relève de l'art autant que de la science. De sa

plume expressive, il dépeint une série de situations rendant compte de l'évolution de la radio ces deux dernières décennies : dérégulation, changements technologiques, radios externes, stations commerciales urbaines, diffusion par satellite, diffuseurs religieux, stations rurales et communautaires.

Des tableaux détaillés donnent les niveaux d'audience dans des lieux précis comme Bamako, par sexe et par tranche d'âge ; d'autres présentent la structure de l'audience de différentes stations au Cameroun à une période politiquement agitée. Ce ne sont que deux exemples des débuts de cette science peu pratiquée des études d'auditoire. Le même souci du détail nous transforme en observateurs informés de l'organisation de la diffusion, des changements technologiques, du défi des autorités de régulation, de l'appropriation des médias et bien d'autres sujets.

Pourquoi la radio est-elle le média favori du continent africain ? Est-ce par choix positif ou par défaut de concurrence ? Sous quelles formes a-t-elle un avenir à cinq ou dix ans ? Nous

avons presque tous une opinion arrêtée, mais avant d'avoir lu ce livre, elle ne saurait être correctement informée.

L'Afrique parle, l'Afrique écoute - Les radios en Afrique subsaharienne
 Par A-J Tudesq, Les Éditions Karthala, 2002. 320 pages.
 ISBN 2 84586256 3
 25 €
 Les Éditions Karthala
 22-24, boulevard Arago
 75013 Paris, France
 Fax : +33 1 45 352 705
 E-mail : karthala@wanadoo.fr

.....
L'eau, tout simplement



■ L'eau est source de vie... et de conflits. Alors que l'on redoute des conflits entre États liés à l'eau dans un proche avenir, des conflits bien réels opposent, à l'échelle locale, des communautés, des ménages ou l'agriculture à l'industrie. Au niveau inter-États, on élabore des traités, mais des solutions peut-être plus efficaces se mettent en place au niveau local. C'est en tous cas la thèse de l'auteur de *L'Eau*. Cette brochure succincte résume 30 années d'expérience du Centre international de recherche sur le développement dans la recherche sur la gestion de l'eau. Ce guide, qui s'adresse aux décideurs politiques, constitue une excellente introduction aux questions de gestion locale de l'eau ; il décrit sommairement les techniques de collecte des eaux de pluie, d'irrigation, d'utilisation des eaux usées et de captation des eaux de brouillards.

L'Eau: Gérer localement
 Par D B Brooks, CRDI, 2002.
 80 pages. ISBN 0889369976
 CAD 15 • 9,95 €
 CRDI
 BP 8500, Ottawa, Ontario,
 Canada K1G 3H9
 E-mail : pubs@idrc.ca
 Texte disponible gratuitement :
www.idrc.ca/eau

.....
Bientôt le terminus ?



■ La précarité du nomadisme est un thème récurrent et obsessionnel des débats sur l'avenir de l'élevage et de l'agriculture en région aride et au Sahel en particulier. Malgré l'abondance de connaissances et d'expériences

sur la gestion et la résolution des conflits, les tensions entre les éleveurs et les États et les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont en effet de plus en plus nombreux.

La sédentarisation, l'intégration, l'intensification de l'élevage, la privatisation des terres : autant de solutions souvent envisagées. Quelles sont les réussites et quels sont les échecs ? Cette étude de deux régions de l'Est du Niger et du Nord du Burkina Faso décrit les progrès, ou du moins les changements, observés ces trois dernières décennies, qu'ils aient été causés par l'homme ou non.

Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel
 Par B Thébaud,
 Les Éditions Karthala, 2002.
 320 pages. ISBN 2 84586268 7
 25 €
 Les Éditions Karthala
 22-24, boulevard Arago
 75013 Paris, France
 Fax : +33145352705
 E-mail : karthala@wanadoo.fr

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

Tirez les cartes !



■ Dans la rue, dans les salles des séminaires et dans *Spore*, il n'est question que de risque. Comment le calculer, le minimiser ou s'en protéger? Voyez, par exemple, l'article sur les risques des prix des matières premières, dans *Spore* 98. On y parle aussi de l'analyse de l'impact et de l'évaluation des changements que

nos actions pourraient occasionner.

Si vous combinez l'évaluation du risque et l'évaluation de l'impact, vous aurez un outil assez performant pour anticiper le déroulement probable de vos actions et leurs résultats. Il s'agit d'une science complexe, qu'il faut simplifier pour une exploitation par des non-spécialistes dans la gestion des opérations agricoles.

Un démarrage spectaculaire a été fait grâce à l'*Outcome Mapping*, une adaptation de cette science, proposant une approche originale qui s'écarte de l'évaluation traditionnelle des produits d'un programme, pour se centrer davantage sur les changements de comportement, de relations, d'actions et d'activités dans les populations, groupes et organisations impliqués dans un processus de développement. C'est un

véritable outil d'aide à la conception des projets, au suivi de leurs performances et à la planification de leur évaluation.

Une nouvelle compétence, le mappage, émerge dans le monde de la gestion et des réseaux. Comme les cartographes d'antan, vous pouvez ébaucher sommairement votre position initiale, suivre attentivement votre itinéraire et savoir assez sûrement où vous allez.

À réserver à vos projets... votre vie, c'est une autre histoire!

La cartographie des incidences. Intégrer l'apprentissage et la réflexion dans les programmes de développement
S Earl, F Carden et T Smutylo. CRDI, 2002. 140 pp. ISBN 0 88936 962 3 CAD 25 • 16,25 €
CRDI
BP 8500,
Ottawa, Ontario
Canada K1G 3H9
E-mail : pubs@idrc.ca
Site Web : www.idrc.ca

Peignez la ville en vert



■ Cette vidéo réalisée par le Centre de ressources sur l'agriculture urbaine montre la diversité des approches adoptées par les paysans urbains et la chaîne alimentaire urbaine : une chèvre dans un sous-sol, des plantes sur

les balcons, des jardins maraîchers le long des voies ferrées. Elle aborde aussi des questions essentielles comme la fertilité des sols, le travail, la disponibilité en terres et en eau. Elle propose un regard sur les expériences menées en Équateur, au Sénégal, en Tanzanie et au Vietnam, avec un kaléidoscope de cultures, de techniques de commercialisation, de techniciens et d'acteurs (y compris quelques chèvres vagabondes).

À Dar es Salaam, Tanzanie, les collecteurs d'ordures séparent les déchets organiques du reste et les vendent comme compost. À Dakar, Sénégal, on expérimente un traitement de l'eau avec *Pistia stratiotes* (laitue d'eau) pour net-

toyer (pas purifier) les eaux usées afin de les utiliser pour l'irrigation.

Cette vidéo est un instrument utile pour des sessions de formation à l'intention des planificateurs urbains, des responsables d'ONG et d'autres personnes qui s'intéressent aux « espaces verts » des zones urbaines.

Agriculture urbaine
Vidéo disponible en anglais, en arabe, en français ou en espagnol.
RUAF, Pays-Bas. 2002. Édition française : système VHS/PAL-SECAM.
Durée : 45 minutes. Avec un livret d'accompagnement de 34 pages..
Prix sur demande.
RUAF
BP 64, 3830 AB Leusden
Pays-Bas
Fax : +31 33 43 260 00
E-mail : ruaf@etncl.nl

Indaba : parlons-en!

■ Depuis plus de 10 ans, la foire internationale du livre du Zimbabwe (ZIBF) s'inscrit sur la liste des grands événements de l'édition. Un aspect fortement apprécié par les professionnels du livre est l'Indaba (signifiant 'pourparlers') où auteurs et éditeurs mènent des réflexions et des débats aussi intensifs qu'informatifs. En 2001, le thème de l'Indaba était 'Changer les vies : Promouvoir une culture de la lecture en Afrique'. Ensemble, auteurs et éditeurs ont analysé les obstacles et les opportunités inhérents au complexe héritage linguistique post-colonial du continent. Que font et ne font pas les éditeurs, auteurs, librairies et gouvernements pour surmonter ce 'petit obstacle' au développement ? En 2001, le Sénégal était mis à l'honneur et de nombreux professionnels du livre d'Afrique de l'Ouest et d'autres pays francophones participaient pour la première fois à la ZIBF.

Un recueil (100% en français) de 34 interventions tisse un tapis fascinant des similarités qui existent entre pays anglophones, francophones et lusophones, malgré les diversités linguistiques. Parmi les pays francophones mentionnés: le Burkina Faso, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, la République démocratique du Congo, le Sénégal et le Tchad. Des noms tels que Aminata Sow Fall, Aboubacar Boris Diop et Monique Iboudo témoignent de la qualité de ce précieux ouvrage.

Indaba 2001. *Changer les vies : Promouvoir une culture de la lecture en Afrique.* Harare, Zimbabwe 4 - 5 août 2001.
Trust de la foire internationale du livre du Zimbabwe, 2002, 329 pages. ISBN 0797423354.
US\$ 20,95 • € 21,50
Diffusé en Afrique par : ZIBF Trust, B.P. CY 1179
Causeway, Harare, Zimbabwe
Diffusé hors l'Afrique par : African Books Collective
27 Park End Street
Oxford, OX1 1HU — Angleterre
Fax : + 44 1865 793298
Email : abc@africanbookscollective.com

Agridoc en transformation

■ Le réseau Agridoc renouvelé commence à porter ses fruits : déjà au quatrième numéro, leur bulletin d'information comprend un riche mélange de nouvelles, de profils et de données bibliographiques (avec une inclusion appréciable du monde anglophone). Il est diffusé uniquement aux membres du réseau (fiche d'inscription sur demande). Ce n'est qu'un des différents portails à ce réseau avec plusieurs couches d'information. On en parlera dans un prochain *Spore*.

Unité d'animation AGRIDOC - BDPA
3 rue Gustave Eiffel
F-78286 Guyancourt Cedex — France
Fax : +33 1 30 12 47 43
E-mail : agridoc@bdpa.fr
Site Web : www.agridoc.com

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agricole et rural des pays du

groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : Triops, Hindenburgstrasse 33, 64295 Darmstadt, Allemagne - Fax : + 49 6151 3140 48 - E-mail : triops@net-library.de - Site Web : <http://www.net-library.de/triops.html>

Comité consultatif Le sel des discussions

Que diriez-vous d'une nouvelle théorie du management : diriger une organisation à coups de proverbes ? Par exemple, le proverbe Yoruba « *Opo Iru ko ba obbe je* », qui signifie littéralement « L'abondance d'Iru ne gâche pas le ragoût », veut dire : « Les bons conseils ne peuvent nuire, si nombreux soient-ils ». (L'iru, ou soumbala, est un condiment préparé à partir du fruit de *Parkia biglobosa*).

Lors de sa réunion annuelle à Wageningen, du 4 au 7 juin 2002, le Comité consul-

tatif du CTA a joué avec un relief particulier son rôle de sage et de guide. C'était sa première réunion depuis l'adoption du nouveau plan stratégique (voir *Spore* 98) et il a saisi cette occasion de s'exprimer sur les changements dans l'orientation du Centre.

Les mailles du réseau

Le Comité a assaisonné ses discussions d'une foule de suggestions. Fasciné par le défi de devenir de plus en plus une organisation en réseau, il a beaucoup insisté pour que le Centre développe avec ardeur d'authentiques relations (liens, synergies, partenariats sont les mots qui ont été utilisés) avec d'autres forums, organisations, réseaux et – ce qui ne manquait pas de sel – « les initiatives non encore institutionnalisées ». Ces conseils ont particulièrement mis l'accent sur une meilleure compréhension de la nature et des besoins des partenaires potentiels, avec moins d'insistance sur une approche régionale structurée et un peu plus sur les organisations menant effectivement des collaborations actives. En d'autres termes, il s'agit d'investir dans des relations avec des organisations officielles non pas « parce qu'elles sont là », mais « parce qu'elles fonctionnent ». Dans cette optique, il a été recommandé de tirer parti des informations émanant des lecteurs de *Spore* (actuellement assez complètes grâce à l'enquête de lecture) et des usagers du site Web, de même que du

tissage de liens judicieux avec les organisations paysannes.

Il nous faut plus de jeunes

Il n'y a pas meilleur signe de l'« esprit de réseau » que la capacité de traiter des « questions transversales », des « approches sectorielles » et d'un « contexte économique et environnemental plus large », mots qui sont souvent revenus dans les recommandations du Comité. Aussi, le séminaire du CTA sur la fertilité des sols et l'utilisation d'engrais, prévu en 2003, devrait-il aborder ces questions dans un cadre plus large, d'autant plus qu'il devient un événement phare maintenant que le CTA ne conduit plus qu'un séminaire thématique par an.

À propos de questions transversales, « la jeunesse » a été ajoutée à la liste ainsi que, parmi d'autres, « le genre », les jeunes et les femmes étant d'ailleurs mieux représentés au sein du Comité. Celui-ci compte 30 membres – 15 représentants du groupe ACP et 15 de l'Union européenne. Il y a trois observateurs, de la Direction du développement de la Commission européenne, du Secrétariat du Conseil des ministres ACP-UE et du Secrétariat général ACP. M. S. Naidu, de Maurice, a été élu président et Mme H. Boulkou, de Grèce, vice-présidente. Au « groupe restreint » qui prépare, organise et suit les travaux du Comité participeront aussi Dr D. Sène, du Sénégal, et le Prof. E. Tollens, de Belgique.

Bonne chance, Sam!



À son arrivée au CTA en 1997 comme chargé des publications après cinq ans comme rédacteur scientifique, puis directeur des Presses de l'Université du Zimbabwe, Samuel Matsangaise était à la recherche d'une expérience internationale. Le monde de l'édition changeait sous l'impulsion du développement du numérique, et Sam a saisi avec enthousiasme les opportunités qu'offraient les progrès techniques pour aider à développer *Spore* et les publications CTA en ligne.

À son départ du CTA en juin 2002, il avait beaucoup appris sur la diversité du groupe ACP et sur les multiples façons « d'être africain » et de vivre les réalités africaines. Prendre en compte ces diversités est un immense enjeu pour le CTA, pense-t-il, et cela exige des choix cruciaux. Agitateur par nature (« la tradition appartient aux morts » aime-t-il dire), il s'attache constamment à tirer le meilleur de toutes ses entreprises.

Ayant choisi « d'être son propre maître », Sam va diriger le nouveau Development Knowledge Trust au Zimbabwe. Il pourra y épanouir sa passion du débat et du réseautage sur les droits de l'homme, la transparence, l'information sur le développement et l'agriculture. Après vos cinq années aux commandes de *Spore*, des rapports annuels et quelques éditions remarquables, sans compter votre diplôme d'agronomie, nous ne doutons pas de votre réussite, Sam !

Spore par satellite

Spore est désormais diffusé par satellite, de manière à toucher plus rapidement un public plus large, surtout là où le courrier électronique est lent et les connexions Internet peu performantes. Le magazine paraît sur Internet depuis 1998, mais, même si la fréquentation du site Web augmente, la plupart de nos lecteurs ne disposent pas de cette technologie.

À partir du numéro 100, des versions électroniques de *Spore* seront régulièrement transmises sur le réseau radio de WorldSpace. Cette société de diffusion achemine des programmes radio numériques, dont de nombreux programmes de stations internationales, vers des récepteurs spéciaux situés en Afrique, en Asie et en Amérique Latine (voir *Spore* 78).

Les émissions publiques de WorldSpace sont fournies par le service multimédia de la Fondation WorldSpace (WSF), une organisation indépendante sans but lucratif. C'est grâce à ce service que *Spore* est transmis par le satellite AfriStar à des récepteurs en Afrique, qui ont été recensés par la WSF ou par ses agents. Et d'autres continents vont suivre ! Les éléments diffusés sont envoyés à des récepteurs et des adaptateurs numériques WorldSpace qu'il est possible de se procurer auprès de la WSF ou de ses agents (à partir de 120 \$US ou 125 €) et qui sont spécialement

destinés aux enseignants et aux décideurs africains. De nombreux récepteurs sont déjà installés en Afrique et les adaptateurs permettent de transférer des fichiers textes et des images numériques à n'importe quel ordinateur.

Au départ, nous ne diffuserons que les derniers numéros de *Spore* et *Esporo* en trois langues, avec table des matières et notes explicatives. Pendant la période d'essai d'un an, nous ajouterons d'autres numéros de *Spore*, des publications CTA et d'autres produits tels que des programmes de radios rurales, en fonction de la demande.

Pourrez-vous « écouter » *Spore* ? Non, il ne s'agit pas de la fameuse *Radio Spore* que de nombreux lecteurs réclament ! Nous ne diffuserons que les fichiers numériques de *Spore*, les mêmes que ceux du site Web du CTA. Avant même que le numéro sorte de presse en France, n'importe qui en Afrique pourra le recevoir grâce à son récepteur WorldSpace et l'imprimer pour le distribuer autour de lui. Nous remercions nos collègues du Réseau d'information des terres arides, à Nairobi, pour nous avoir donné cette idée. En effet, ils utilisent ce même moyen pour diffuser leur magazine *Baobab* à des groupes de lecteurs en Afrique.

Si vous observez les étoiles ce soir, peut-être verrez-vous un petit *Spore* scintiller dans le ciel. Cette lumière ne sera sans doute qu'une illusion, mais *Spore*, lui, sera bien réel !

Spore pour les médias

A partir du numéro 100, des exemplaires de *Spore* et des résumés électroniques seront envoyés à certains médias importants, à des éditeurs et à des journalistes du monde entier. L'objectif est d'étendre la portée des articles et des points de vue exposés dans *Spore* via leur utilisation dans d'autres médias nationaux ou internationaux : radios, chaînes de télévision, journaux, magazines, sites Web, agences de presse, etc.

L'enquête de lecture de *Spore* a confirmé que les articles étaient repris par de nombreuses radios nationales, rurales et locales, dans des magazines et journaux nationaux, des bulletins locaux, des cours d'université et des examens internationaux. À la question « Combien de personnes lisent votre exemplaire ? », un lecteur a répondu : « J'aimerais pouvoir vous répondre 'un million' car je traduis certains articles en amharic pour le journal *Zemr* d'Addis Abeba (capitale de l'Éthiopie) ».

Hélas, il arrive aussi que certaines personnes reprennent un article entier de *Spore* et le signent de leur nom. Citons, par exemple, les plagiaires sans scrupules de Newslink Africa, une soi-disant « agence de presse » de Londres, qui ont reproduit un Point de vue de *Spore* sur la radio rurale en janvier 2000, sans faire aucune référence à leur source. « Leur » article a ensuite été sélectionné pour la World Press Review de mars. Nous invitons nos lecteurs à nous signaler tout autre cas similaire.

Si vous travaillez dans les médias et souhaitez recevoir *Spore* et/ou l'annonce e-mail, veuillez vous adresser au service Relations médias de Médiateurs (adresse page 15) ou par e-mail à relationsmedia@spore-magazine.org, en précisant le média pour lequel vous travaillez et votre fonction. La reproduction du contenu de *Spore* dans des médias non commerciaux est autorisée à condition que la source soit citée. La reproduction par des médias à but lucratif est soumise à conditions, n'hésitez pas à nous demander les détails.

Si vous souhaitez nous communiquer le nom de médias à qui nous devrions proposer ce service, merci de contacter le service Relations médias.



Boîte postale 380

D'après l'enquête de lecture, vous êtes nombreux à apprécier les échanges d'expériences dans *Spore* et à nous en demander plus. Cette rubrique est faite pour ça, alors à vous de jouer !



Les femmes et les enfants d'abord

■ **Prince Agyirey-Kwakye**, du Youth Club for Nature Conservation, qui œuvre pour le respect de l'environnement (YCNC, PO Box AD 130, Cape Coast, C/R, Ghana ; E-mail : ycnc@hotmail.com), nous décrit Nutrition for Quality Health (NQH), l'initiative qu'il coordonne pour une alimentation plus saine. Il propose des ateliers et des projets de potagers biologiques et fournit du matériel de jardinage. « Les fermiers deviennent ainsi des partenaires solides pour adapter la recherche et les projets de vulgarisation aux besoins locaux. La NQH, soutenue par l'ONG britannique Seeds for Africa (voir Repères de *Spore* 94), a débuté dans 5 écoles/communautés et devrait en toucher plus de 50 d'ici fin 2003. »

La NQH projette de fonder un centre de documentation sur les cultures biologiques pour ses participants – surtout des femmes et des enfants –, alors toutes les idées et toutes les formes de soutien et de collaboration sont les bienvenues, surtout s'il s'agit de matériel pédagogique.

Après le message, le massage

■ **Romuald Atevy** nous écrit d'Abomey, au Bénin, pour nous parler de certains effets secondaires de *Spore*.

« *Spore* est une revue légère, transportable à tout moment et dans tout lieu. *Spore* nous a permis d'informer certaines personnes sur les effets néfastes de *Aspergillus flavus* sur l'organisme humain et animal, grâce au numéro 94 d'août 2001. Aussi grâce au n° 86 d'avril 2000, nous avons fait savoir à bon nombre de personnes les bienfaits de l'ylang-ylang. Nous en avons utilisé pour un massage et c'était formidable ! En un mot, *Spore* nous permet d'avoir des informations sur certaines choses que nous ignorons. »

Vive la haie !

■ Les haies ont plusieurs atouts : elles mettent un peu de vert dans le paysage, l'embellissent de leurs fleurs et de leurs fruits, procurent un peu d'ombre et contribuent à la qualité de l'environnement et du sol grâce à une grande diversité de plantes, d'insectes et d'oiseaux. **Dr Mesmin Tchindjang** nous confie que *Spore* lui a rappelé que les haies étaient un bon moyen de mettre un peu de verdure dans le paysage, surtout dans les zones très peuplées comme le pays Bamiléké, au nord-ouest du Cameroun. Il dit que là-bas, seule une maison sur huit a encore une haie.

« Chaque village apparaît avec son cortège de maisons en parpaings au détriment des briques de terre et par conséquent les clôtures de haies vives ont laissé la place aux grands murs d'enceinte en béton armé et en parpaings. La solution pour au moins restaurer la stabilité du milieu est de promouvoir et faciliter la restauration du bocage sinon, on s'achemine vers des destructions irréversibles. »



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès de Triops (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067
E-mail : cta@cta.nl
Site Web : <http://www.cta.nl>
E-mail des lecteurs : spore@cta.nl

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr
Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540 514
E-mail : info@spore-magazine.org

Ont participé à ce numéro :

Marcel Chimwala, O'Neil Cuffe,
Bernard Favre, Singy Hanyona,
Erik Heijmans, Louise Kibuka, Catherine Marzin, Dudley Moloi, Paul Osborn, Jacques Sultan.

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publicep, France
© CTA 2001 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit. Merci de mentionner *Spore* comme source.



Agriculteur camerounais, Cyprien Essong Zé a 34 ans. Après une formation en économie, il est devenu animateur-formateur. Depuis juillet 2000, il est coordinateur panafricain du Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique (MIJARC) et membre de son conseil d'administration international

Jeunesse et agriculture

Un témoignage d'agriculteur

C'est grâce à ses déplacements internationaux qu'il a finalement croisé le chemin de *Spore*, qu'il apprécie tant dans sa ferme. Après une colline de Rome, en Italie, où il a animé des échanges paysans lors d'un Sommet mondial, nous le retrouvons un mois plus tard sur une colline belge, à Bruxelles, où il a interrompu un stage sur la globalisation pour conclure notre entretien sur la jeunesse.

Tu te considères toujours comme jeune ? Visiblement, la question le surprend : « J'ai l'embarras de devoir admettre que non ! Lorsque je vois les défis du monde, du monde rural en particulier, qui touchent la jeunesse, je ne dois plus me considérer comme un jeune, mais plutôt me mettre sur le même plan que les adultes qui ont les possibilités de faire des choses pour les jeunes. Moi je me considère aujourd'hui comme un adulte tout court parce que je dois aider les jeunes. Or, si je me considérais comme un jeune, je devrais attendre et je ne veux plus attendre. »

Depuis quand cette impatience ? Il éclate de rire en se rappelant quand « tout ça a commencé, le 28 novembre 1990, lors de mon retour dans mon village Torba1, à 138 km à l'est de Yaoundé, la capitale de Cameroun, après mes aventures de formation. J'étais conseiller paroissial et responsable d'un tout petit groupe de six jeunes ».

La jeunesse est-elle éternelle ou y a-t-il des limites ? « Au MIJARC, tant au niveau international que national, on parle de 15 à 35 ans. Mais on peut trouver que ce n'est pas la réalité, car ça dépend des civilisations et des cultures. Il y a des gens de 50 ans parmi nous, mais ne peut être responsable que celui qui a entre 15 et 35 ans. Lorsqu'on dépasse les 35 ans, on peut militer mais sans tenir un poste de responsable. »

Tu te vois aussi comme un agriculteur ? Alors là, pas de limites. « Tout à fait. Tout à fait. Je suis agriculteur, je le serai toujours, même si je fais autre chose après. Aujourd'hui, je suis en train de récolter mon champ d'arachide. Ma femme et moi, nous en avons cinq hectares. » Il s'inquiète de la durée de son stage. « C'est triste pour moi parce que je ne sais pas si elle pourra tenir le coup. Quand je suis au pays, chaque week-end, je viens travailler avec elle. Lorsque je suis absent, les jours, je les compense en payant de la main-d'œuvre – je me fais remplacer. »

« Je n'ai jamais négligé l'aspect agricole. Aujourd'hui, mon projet de vie c'est l'agricul-

ture. Si j'arrive à faire tourner ma ferme, je serai tranquille et je pense que j'arrêterai les autres choses que je fais aujourd'hui. Je sais que c'est avec ma ferme que je peux beaucoup plus apporter à ma famille et aux autres. C'est-à-dire que ma ferme pourrait servir à élever ma famille. Ça pourrait servir de témoignage pour ceux qui viennent après moi et les aider à faire la même chose. Je pourrai leur dire 'écoute, tu pourrais prendre telle ou telle variété'. Parce que les jeunes ne savent pas quoi utiliser. Ils peuvent avoir de la bonne volonté mais ils n'ont pas l'expérience. D'ailleurs, pour moi, il n'y a pas eu d'exemple avant. C'est ça que je voudrais changer. Maintenant je veux faire un témoignage concret. »

« Il faut être fier d'être agriculteur »

Témoigner, c'est important ? « Très important, étant donné que c'est ça qui attire l'attention des autres. Des jeunes d'abord. Il ne faut pas croiser les bras, ils veulent faire quelque chose. Ils ont des capacités et des potentialités, mais il faut les réunir, les mettre en confiance. D'autre part, pour ceux qui ont la possibilité d'aider les jeunes mais ne le font pas, il faut leur dire 'écoutez, au travail' ! »

Dans la conjoncture actuelle, les jeunes ont-ils un autre choix que de rester au village ? « Certainement pas le choix. On a supprimé les concours et les recrutements pour les emplois et même quand les gens sont formés, ils ont une femme et des enfants, alors comment vont-ils vivre en ville ? Ils restent donc à la maison, au village. Et ils auront besoin de techniques. »

Être agriculteur n'est donc qu'une nécessité ? Cyprien s'indigne : « Il faut être fier d'être agriculteur. Pourtant il y a des gens au village qui disent qu'ils y arrivent accidentellement. Ils auraient voulu être cadres en ville, en

Europe, en Amérique. C'est grave ! C'est l'éducation qui leur a donné ces attentes. Faire émerger ce sentiment de fierté, c'est une question de formation. »

« Pourtant, lorsqu'on leur parle en tant que jeunes, on voit plusieurs barrières. La première, c'est la limite traditionnelle, d'avoir la nature, cette terre-là. Même si on a des capacités, si on ne dispose pas d'une certaine superficie... le foncier reste un grand enjeu. La deuxième barrière, c'est au niveau des investissements, car au-delà des techniques il faut avoir de la matière pour commencer. Les jeunes n'ont pas de garantie ni de passif pour obtenir des prêts auprès des banques, et c'est déjà déjà désolant. »

Que faut-il changer alors ? Comme si la question pouvait effacer son air devenu si grave... « Nous devons revoir tous les systèmes de conseil rural, les libéraliser en termes de gestion et ensuite avoir des cadres spécifiques pour traiter les problèmes de la jeunesse. Dans un cadre global, on va faire des équivalences et des comparaisons, et puis finalement le jeune, lui, il sera laissé à lui-même. Dans un cadre jeune, on peut lui apporter plus d'attention, de force, d'engagement et d'énergie pour pouvoir commencer. »

Des mesures spécifiques de promotion, comme on a fait pour les femmes il y a vingt ans ? « Exactement. Quand on parle de l'approche genre et de l'approche jeunesse, on doit les associer automatiquement, femmes et jeunes, et, pourquoi pas, les enfants. Ça devrait être la priorité de notre monde, car c'est là que se joue le monde de demain. »

Le CTA est-il un partenaire des jeunes ? « Le CTA a un rôle de formateur et d'informateur et doit participer aux efforts pour amener les jeunes à mieux comprendre la culture de la terre, à l'aimer et à se lancer. »

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.